

## Elections CNESER : focus sur les écoles

Dans le cadre des élections CNESER, qui ont lieu du 22 mai au 2 juin, notre liste a souhaité répondre à une série de revendications transmises par l'association Ingénieur.e.s Sans Frontière (ISF) que vous pouvez trouver jointe à cet article. Si les « écoles » en général, et particulièrement celles relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ont des statuts et des réalités variables, de nombreux points communs existent comme le souligne ISF mais comme en témoigne également le travail de nos syndicats locaux dans certaines écoles (IEP, ENS, EHESS...).

### Les écoles, zones de non-droit syndical

Les libertés syndicales dans les écoles sont souvent quasi-inexistantes. Cette inexistence est liée à la fois à la répression des directions d'écoles mais aussi au manque d'investissement de ces écoles par les syndicats étudiants qui prennent peu en compte les problématiques des étudiant-e-s en écoles et nous en sommes conscient-e-s d'en être partiellement responsables. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'adhérer à la proposition d'ISF d'une invitation des syndicats à intervenir en début d'année, comme cela se fait dans d'autres filières. Mais le syndicat comme outil de défense quotidien des étudiant-e-s repose sur l'existence et l'activité de sections locales sur le terrain, au plus près des réalités étudiantes. Ainsi, comme dans les universités, la mise à disposition de panneaux d'affichages et de locaux pour les syndicats étudiants localement représentatifs doit être la règle. De même, les élections doivent être organisées de manière transparente afin d'être un moment de débats et de faire des élu.e.s dans les instances de véritables représentant.e.s, formé.e.s aux enjeux locaux et nationaux et prêt.e.s à relayer les demandes des étudiant.e.s. Selon nous, la dimension nationale ne doit intervenir qu'ensuite : elle met en cohérence les revendications locales mais ne doit pas les imposer de manière verticale.

Nous ne pouvons nous contenter néanmoins du système « représentatif » actuel. Certes les écoles ont souvent très peu d'élü.e.s étudiant.e.s et ce nombre doit être augmenté. De même, la revendication d'une représentation étudiante à la Commission des Titres d'Ingénieur.e.s, qui cadre de fait les formations d'ingénieur.e.s, paraît totalement cohérente. Mais le système actuellement pratiqué dans les universités ne doit pas être pris en modèle absolu. En étant strictement représentatif, ce système favorise la professionnalisation de quelques élu.e.s étudiant.e.s aux dépens de la participation de tou.te.s les étudiant.e.s. Cela est d'autant plus vrai que le système actuel favorise des organisations hors-sol, absentes au quotidien mais dotées d'une véritable ingénierie électorale, déconnectées des réalités étudiantes.

## Écoles/universités : rapprocher... pour supprimer ?

Nous ne pouvons qu'adhérer au décloisonnement proposé entre écoles et universités, au moins à court terme. Nous prônons même l'intégration des écoles comme composantes des universités : ce type de statut, déjà utilisé par le réseau Polytech ou par certains IEP et préconisé par la Cour des Comptes, permet aux étudiant.e.s de bénéficier de davantage de services (centres de santé, services sportifs, services de vie étudiante, services handicap...) et d'être mieux représenté.e.s et défendu.e.s localement et nationalement. De même, un décloisonnement entre écoles et universités permettrait aux étudiant.e.s d'écoles de bénéficier d'enseignements plus critiques et plus généralistes, avec une influence moindre des évolutions managériales liées à la prétendue « professionnalisation » des formations.

A l'inverse, comme le souligne d'ailleurs ISF, une redistribution des budgets permettrait d'améliorer sensiblement les conditions de travail des étudiant.e.s à l'université, sans pour autant dégrader grandement celles des étudiant.e.s en écoles.

Au-delà de l'aspect pratique, ce rapprochement des écoles vers les universités a pour vocation de « démocratiser » les écoles d'ingénieur.e.s : la sélection n'est ni une solution acceptable, ni une fin en soi. Elle n'a pour effet que l'exclusion des étudiant.e.s issu.e.s des classes populaires de formations de qualité. Si les écoles doivent être maintenues à long terme, ce qui est à discuter, c'est avant tout l'objectif de la formation et non la renommée, basée sur une inégalité de dotation et une sélection à l'entrée, qui peut différencier les formations d'écoles et d'universités.

## L'entreprise ou l'émancipation

Alors que les dynamiques actuelles sont à la valorisation de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, tant parmi les étudiant.e.s que dans la recherche (avec la multiplication des appels à projets et des partenariats public-privés), l'« excellence » est basée, dans le cas des formations, sur l'insertion professionnelle des étudiant.e.s.

Nous considérons que ce n'est pas l'image du diplôme qui doit être recherchée mais la qualité de la formation. Et celle-ci passe par l'acquisition de savoirs et de savoir(s)-faire critiques et émancipateurs et notamment par la compréhension des enjeux sociaux et environnementaux. En ce sens, nous ne pouvons que partager les revendications d'ISF en matière de contenu des formations, d'autant que nous revendiquons des évolutions similaires dans l'ensemble des disciplines.

Enfin, l'horizon indépassable ne peut être le seul secteur privé. Or certaines formations d'ingénieur.e.s continuent à refuser que des stages obligatoires soient menées dans le secteur public ou associatif, comme le souligne ISF.

*Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttés*

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

[contact@solidaires-etudiant-e-s.org](mailto:contact@solidaires-etudiant-e-s.org)